

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS

ATTIJARI LEASING

Siège social : Rue du Lac d'Annecy Les Berges du Lac 1053 Tunis

La société Attijari Leasing, publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017. Ces états sont accompagnés de l'avis des commissaires aux comptes M.Walid BEN AYED et M. Mustapha MEDHIOUB.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017 (exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 Décembre	
		<u>2017</u>	<u>2016</u>
ACTIFS			
Caisses et avoirs auprès des banques	4	5 466 367	6 717 900
Créances sur la clientèle de Leasing	5	516 282 608	468 444 853
Acheteurs factorés	6	14 197 411	11 633 141
Portefeuille de placement	7	186 340	300 160
Portefeuille d'investissement	8	10 037 930	7 991 282
Valeurs immobilisées	9	3 828 990	4 097 565
Autres actifs	10	7 519 135	3 669 612
TOTAL DES ACTIFS		<u>557 518 781</u>	<u>502 854 513</u>
	Notes	31 Décembre	
		<u>2017</u>	<u>2016</u>
PASSIFS			
Concours bancaires	11	860 831	569
Dettes envers la clientèle	12	8 974 824	7 321 555
Comptes courants des adhérents	6	2 147 012	1 781 127
Emprunts et dettes rattachées	13	439 280 484	406 859 321
Fournisseurs et comptes rattachés	14	52 446 324	40 560 388
Autres passifs	15	3 857 297	4 285 758
TOTAL DES PASSIFS		<u>507 566 772</u>	<u>460 808 718</u>
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		27 500 000	21 250 000
Réserves		11 725 093	9 716 736
Primes d'émission		2 000 000	-
Résultats reportés		2 805 859	6 462 255
Effets des modifications comptables		(551 800)	(551 800)
Résultat de l'exercice		6 472 857	5 168 604
Total des capitaux propres	16	<u>49 952 009</u>	<u>42 045 795</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>557 518 781</u>	<u>502 854 513</u>

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
AU 31 DECEMBRE 2017
(Montants exprimés en dinars)

	<u>31 décembre</u>	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<i>ENGAGEMENTS DONNES</i>	71 778 194	63 030 240
Engagements de financement en faveur de la clientèle	11 545 743	12 214 200
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	58 245 247	48 177 007
Engagements de factoring	1 987 204	2 639 033
<i>ENGAGEMENTS RECUS</i>	680 815 130	607 184 697
Garanties reçues	18 357 138	9 660 059
Intérêts à échoir sur contrats actifs	83 914 068	77 382 377
Valeurs des biens, objet de leasing	578 543 924	520 142 261
<i>ENGAGEMENTS RECIPROQUES</i>	12 000 000	31 530 000
Emprunts obtenus non encore encaissés	12 000 000	31 530 000

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

	<u>Notes</u>	<u>31 Décembre</u>	
		<u>2 017</u>	<u>2016</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus de Leasing	17	48 111 862	43 356 537
Revenus de Factoring	18	1 496 904	1 168 545
Total des revenus		<u>49 608 766</u>	<u>44 525 082</u>
Autres produits d'exploitation	19	2 251 805	2 091 409
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		<u>51 860 571</u>	<u>46 616 491</u>
Charges financières nettes	20	(30 832 677)	(26 878 010)
Commissions encourues		(242 107)	(142 939)
Produits des placements	21	402 049	446 025
PRODUITS NETS		<u>21 187 836</u>	<u>20 041 567</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	22	(5 878 131)	(4 703 492)
Autres charges d'exploitation	23	(2 747 586)	(2 572 880)
Dotations aux amortissements	24	(426 605)	(409 760)
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>12 135 514</u>	<u>12 355 435</u>
Dotations nettes aux provisions sur la clientèle et résultat des créances radiées	25	(2 817 926)	(3 665 267)
Dotations nettes aux provisions pour risques divers	26	(248 408)	(1 096 840)
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>9 069 180</u>	<u>7 593 328</u>
Autres gains ordinaires	27	239 914	588 925
Autres pertes ordinaires	28	(193 782)	(586)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		<u>9 115 312</u>	<u>8 181 667</u>
Impôt sur les bénéfices	29	(2 312 148)	(2 357 817)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		<u>6 803 164</u>	<u>5 823 850</u>
Contribution conjoncturelle	29	(330 307)	(655 246)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		<u>6 472 857</u>	<u>5 168 604</u>
Résultat par action	16	2,532	2,067

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
(Montants exprimés en dinars)

	<u>Notes</u>	31 décembre	
		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	30	321 975 918	288 966 886
Encaissements reçus des acheteurs factorés	31	45 978 812	43 704 482
Financements des adhérents	31	(46 534 923)	(45 063 097)
Décaissements pour financement de contrats de leasing	32	(309 618 538)	(269 702 267)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	33	(9 454 491)	(7 009 516)
Intérêts payés	34	(29 463 721)	(26 888 225)
Impôts et taxes payés	35	(4 775 511)	(5 133 115)
Autres flux de trésorerie	36	(330 362)	12 004 200
		<u>(32 222 814)</u>	<u>(9 120 651)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	37	(300 355)	(186 901)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	38	61 000	-
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	39	(2 000 000)	(1 000 000)
		<u>(2 239 355)</u>	<u>(1 186 901)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions	16	4 500 000	-
Dividendes et autres distributions	40	(3 066 643)	(3 045 368)
Encaissements provenant des emprunts	13	210 124 000	168 470 000
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	13	(180 706 982)	(160 937 463)
Flux liés au financement à court terme	13	1 500 000	3 325 000
		<u>32 350 375</u>	<u>7 812 169</u>
		<u>(2 111 795)</u>	<u>(2 495 383)</u>
Variation de trésorerie			
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	41	6 717 331	9 212 714
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	41	4 605 536	6 717 331

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE SON REGIME FISCAL

1-1 Présentation de la société

La société « **ATTIJARI LEASING** » précédemment nommée « **GENERAL LEASING** » est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994 avec un capital initial de 5.000.000DT, divisé en 500.000 actions de 10DT chacune.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 16 Mars 1999 a décidé de porter le capital à 7.500.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles de 10 DT chacune, totalement souscrites et libérées en numéraires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 25 Avril 2000 a décidé de porter le capital à 10.000.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles de 10 DT de valeur nominale, émises avec une prime d'émission de 10DT.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15 Décembre 2005 a décidé de porter le capital à 12.500.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles de 10 DT chacune totalement souscrites et libérées en numéraires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Janvier 2008 a décidé de réduire le capital d'un montant de 3.750.000DT, pour absorber partiellement les pertes enregistrées et ce, par réduction du nombre des titres existants en les portant de 1.250.000 actions à 875.000 actions.

Parallèlement, la même assemblée a décidé de porter le capital à 21.250.000 DT par l'émission au pair de 1.250.000 actions nouvelles de 10 dinars chacune et de modifier la dénomination sociale de la société de « **GENERAL LEASING** » à « **ATTIJARI LEASING** ».

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 28 avril 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 6.250.000DT pour le porter de 21.250.000 DT à 27.500.000DT et ce, successivement, de la manière suivante :

- Par incorporation de réserves pour un montant de 3.750.000 DT (3 actions gratuites pour 17 actions anciennes) portant jouissance au 1^{er} janvier 2017.

- Par apport en numéraire pour un montant de 2.500.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles émises au prix de 18 DT l'action, soit 10 DT de nominal et 8DT de prime d'émission, portant jouissance au 1^{er} Janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2017, à 27.500.000 DT composé de 2.750.000 actions d'une valeur nominale de 10 dinars, libérée en totalité.

La société a pour objet principal, la réalisation d'opérations de Leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

En juillet 2002, un département de factoring est entré en exploitation. Cette activité a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ainsi que la loi n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au Leasing.

1-2 Régime fiscal de la société

1-2-1 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie, à ce titre, d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt dû sur les sociétés, est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

Les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles objets de contrats de Leasing, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000.

L'article 44 de la loi de finances pour la gestion 2008, a abrogé ces dispositions et ce, pour les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles exploités dans le cadre de contrats de Leasing à partir du 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs et depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de Leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

1-2-2 Taxe sur la valeur ajoutée :

Ayant la qualité d'assujettie partielle, la société récupère, selon la règle de l'affectation ou selon le pourcentage de déduction, la TVA ayant grevé l'acquisition de ses immobilisations ou celle facturée par ses fournisseurs de biens et services.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant sur la loi de finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de Leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

Il s'ensuit que l'assiette de la TVA sur les opérations de Leasing comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007,
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des immobilisations ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de Leasing pour les contrats conclus à partir du 1er janvier 2008.

L'article 50 de la même loi, a prévu que les entreprises qui réalisent des opérations de Leasing, peuvent déduire la TVA grevant leurs achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

Il s'ensuit que les entreprises qui réalisent des opérations de Leasing, peuvent déduire la TVA relative aux équipements, matériels et immeubles destinés à l'exploitation dans le cadre de contrats de Leasing et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

1-2-3 Autres impôts et taxes :

« **ATTIJARI LEASING** » est essentiellement soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L) sur la base de 0,2% de son chiffre d'affaires brut local pour les contrats conclus avant 2008 et sur la base de 0,2% de sa marge pour les contrats conclus après 2008.
- La taxe de formation professionnelle calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.
- La contribution au FOPROLOS, calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

NOTE 2 : REFERENTIEL COMPTABLE

Les états financiers de la société « **ATTIJARI LEASING** », arrêtés au 31 Décembre 2016, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises, promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par la société « **ATTIJARI LEASING** » et les normes comptables tunisiennes, n'est à souligner.

NOTE 3 : BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la société pour l'établissement de ses états financiers, peuvent être résumés comme suit :

3-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure, celui du coût historique.

3-2 Unité monétaire

Les états financiers de la société « **ATTIJARI LEASING** » sont libellés en Dinar Tunisien.

3-3 Sommaire des principales méthodes comptables

3-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de Leasing :

Les contrats de Leasing portent sur des biens mobiles (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail, varie entre deux et dix ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location, sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Les contrats de Leasing transfèrent au preneur, la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1er janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en Leasing, figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leurs coûts d'acquisitions diminués du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette nouvelle approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée de (a) ci-dessus, au taux d'intérêt implicite du contrat de location.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux de bailleur.

Pour le cas spécifique d'Attijari Leasing :

- a) la valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- b) les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

La société Attijari Leasing vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de Leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de Leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing, sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

- A- Actifs courants
- B1- Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2- Actifs incertains
- B3- Actifs préoccupants
- B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec son activité et sa capacité réelle de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du « cash flow » compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiements des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiements en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiements en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Le taux de provisionnement retenu par la société, correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en Leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les garanties reçues de l'État Tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- Les dépôts de garanties ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée ;
- Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière ;
- Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI, l'AFT;

La valeur du matériel donnée en Leasing, est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'évaluation des biens en location sont les suivants :

- **Matériel standard** : Valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge et 33% pour les biens donnés en location aux agences de location de voitures ;
- **Matériel spécifique**: Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge, autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par année d'âge ;
- **Immeubles** : Valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge

Les valeurs ainsi déterminées peuvent subir des ajustements, s'il s'avère qu'elles dépassent les valeurs de réalisation estimées.

Provisions additionnelles :

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21 du 30 décembre 2013, il est constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe B4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe B4 est déterminée selon la formule suivante : $A=N-M+1$ tel que :

- ✓ A : Ancienneté dans la classe B4 ;
- ✓ N : Année d'arrêt des états financiers ;
- ✓ M : Année de la dernière migration vers la classe B4.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de Leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général, dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique « Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées » en tant que composante du coût du risque encouru par « **ATTIJARI LEASING** ».

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de Leasing, sont déduites des actifs correspondants.

La méthodologie retenue, est celle proposée par l'Annexe III à la circulaire aux établissements de crédit n°91-24 et adaptée par « **ATTIJARI LEASING** ».

Elle se présente comme suit :

1. Le regroupement du portefeuille au sein de chaque sous-groupe par secteur d'activité :
 - a. Agriculture ;
 - b. BTP ;
 - c. Commerce ;
 - d. Industrie ;
 - e. Médical ;
 - f. Services ;
 - g. Tourisme ;
 - h. Transport.
2. La détermination pour chaque groupe de créances i, d'un taux de migration moyen du groupe sur les années 2014 à 2016 TMM_{gi} selon la formule suivante :

$$TMM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Risque additionnel du groupe i de l'année N}}{\text{Engagement 0 et 1 du groupe i de l'année N-1}} \right) / n$$

Avec :

- Risque additionnel du groupe i : les engagements 0 et 1 de l'année N-1 du groupe i devenus classés 2, 3 ou 4 à la fin de l'année N ;
- TMM_{gi} : Taux de migration moyen du groupe de créances i ;
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TMM_{gi}.

3. Détermination d'un facteur scalaire par groupe de créances « FS_{gi} » traduisant l'aggravation des risques en 2017. La formule de calcul est la suivante :

$$FS_{gi} = \frac{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2017}}{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2016}}$$

4. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances « TPM_{gi} » qui représente le taux de couverture des créances additionnelles par les provisions, la période retenue étant 2014-2016 :

$$TPM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Montant des provisions sur le risque additionnel de l'année N}}{\text{Risque additionnel de l'année N}} \right) / n$$

Avec TPM_{gi} : Taux de provisionnement moyen du groupe de créances i.

5. Calcul des provisions collectives du groupe i « PC_{gi} », selon la formule suivante :

$$PC_{gi} = (\text{Engagements}_{gi} \text{ 0 et 1}) \times TMM_{gi} \times FS_{gi} \times TPM_{gi}$$

6. Les provisions collectives globales « PC » s'obtiennent par la sommation des PC_{gi}.

3-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de Leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de Leasing » au niveau de l'état de résultat. Pour corriger le solde du produit net de Leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figurait en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de Leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2008, de la norme NC 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée. Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de Leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement, sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard ne sont constatés en produits que lors de la présentation du client pour paiement.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de Leasing ».

3-3-4 Opérations d'affacturage

Les opérations d'affacturage consistent en un ensemble de services couvrant la gestion, le financement et le cas échéant la garantie des créances des adhérents, dès lors qu'elles correspondent à des ventes fermes de marchandises effectivement livrées ou à des prestations de services réellement fournies.

Dans ce cadre, il est ouvert dans les livres de la société un compte courant au nom de l'adhérent, qui enregistre toutes les opérations traitées en exécution du contrat de factoring.

Ce compte est crédité du montant des créances transférées et, d'une manière générale, de toutes les sommes qui seraient dues à l'adhérent, et débité de toutes les sommes dont la société serait, à quelque titre que ce soit, créancière de l'adhérent.

En contrepartie de ses services, la société est rémunérée par :

- une commission d'affacturage prélevée sur la base du montant des remises de factures transférées ;
- une commission de financement, calculée sur la base des avances consenties par le débit du compte courant de l'adhérent.

Le coût du risque est calculé conformément à la circulaire de la BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents.

3-3-5 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille de placement) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en cause, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

Placements à long terme

Sont classés dans la catégorie des placements à long terme (portefeuille d'investissement), les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont, également, des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût, font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées, sauf en ce qui concerne les titres SICAV.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.
- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

Comptabilisation des revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe, sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

3-3-6 Valeurs immobilisées :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant notamment leur prix d'achat hors taxes déductibles ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation.

Les immobilisations de la société sont amorties linéairement, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement, se présentent comme suit :

• Logiciels	33,3%
• Construction	5,0%
• Matériel de transport	20,0%
• Mobilier et matériel de bureau	20,0%
• Matériel informatique	33,3%
• Installations générales	10,0%

3-3-7 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères, sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de change étant couvert.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts, sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3-4Faits saillants

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des différents impôts et taxes auxquels elle est soumise et couvrant la période allant du 1^{er} Janvier 2012 au 31 décembre 2014.

Une première notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la société en Juillet 2016 et ayant pour effet de réclamer à la société un complément d'impôts et taxes pour un montant de 3.013.279 DT dont 1.109.038 DT de pénalités et de ramener le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2014 de 2.900.026 DT à 252.359 DT.

En application de l'article 44 du code des droits et des procédures fiscaux, la société a formulé, en septembre 2016, son opposition quant aux résultats de la vérification fiscale et a présenté ses observations et arguments justifiant la régularité de sa situation fiscale et la sincérité de ses déclarations.

Le dénouement de cette opération a eu lieu en 2017, sans recours juridictionnel et a eu pour effet de ramener le complément des impôts et taxes réclamés à 386.800 DT dont 359.830 DT de pénalités, le crédit de TVA constaté au 31 décembre 2014 de 2.900.026 DT à 1.062.490 DT et le crédit de l'impôt sur les sociétés à la même date de 241.989 DT à 52.048 DT.

A ce titre, et compte tenu de l'effet des corrections symétriques qui en découlent, la société a enregistré des pertes pour un montant de 906.884 DT et a procédé à la reprise de la provision de 900.000 DT, constituée en 2016.

En 2017, l'opération de contrôle s'est poursuivie par l'ajustement des déclarations fiscales de 2015 et 2016, qui s'est traduit par la constatation d'une perte de 174.249 DT.

NOTE 4 : CAISSES ET AVOIRS AUPRES DES BANQUES

Le détail des caisses et des avoirs auprès des banques, est le suivant :

	31 décembre	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
- Banques	5 464 790	6 715 445
- Caisses	1 577	2 455
<u>Total</u>	<u>5 466 367</u>	<u>6 717 900</u>

NOTE 5 : CREANCES SUR LA CLIENTELE DE LEASING

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	31 décembre	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
- Créances de leasing	518 575 050	472 618 396
- Impayés	32 045 870	32 319 240
- Effets impayés et à l'encaissement	44 249	44 249
- Intérêts échus et différés	(2 520 287)	(2 313 360)
- Créances sur contrats en instance de mise en force	4 752 729	1 536 807
- Créances radiées	434 846	434 846
<u>Total brut</u>	<u>553 332 457</u>	<u>504 640 178</u>
- Provisions pour dépréciation des encours	(12 470 676)	(12 141 005)
- Provisions pour dépréciation des impayés	(18 218 336)	(17 782 382)
- Provisions additionnelles	(311 909)	(331 520)
- Provisions collectives	(2 046 626)	(2 004 922)
- Provisions pour différence d'encours	(168 401)	(168 401)
- Provisions pour Créances radiées	(434 846)	(434 846)
- Provisions pour dépréciation des effets impayés	(44 249)	(44 249)
- Produits réservés	(3 354 806)	(3 288 000)
<u>Total des provisions et produits réservés</u>	<u>(37 049 849)</u>	<u>(36 195 325)</u>
<u>Total net</u>	<u>516 282 608</u>	<u>468 444 853</u>

Les mouvements enregistrés sur les créances de Leasing durant l'exercice, sont indiqués ci-après :

Solde au 31 Décembre 2016	<u>474 155 203</u>
<u>Additions de la période</u>	
- Investissements	282 536 720
- Relocations	7 794 991
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursement des créances échues	(218 241 976)
- Remboursement anticipé de créances	(13 657 350)
- Remboursement des valeurs résiduelles	(8 562)
- Relocations	(8 380 877)
- Radiations de créances	(870 370)
Solde au 31 Décembre 2017	<u>523 327 779</u>

Analyse par maturité

L'encours des créances de leasing, se détaille par maturité, comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Paiements minimaux sur contrats actifs (a)	578 602 209	528 262 608
A recevoir dans moins d'un an	212 029 491	196 135 370
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	360 615 911	327 142 576
A recevoir dans plus de 5 ans	5 956 807	4 984 662
Produits financiers non acquis (b)	83 914 068	77 382 377
A recevoir dans moins d'un an	39 493 188	36 112 309
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	43 892 272	40 796 535
A recevoir dans plus de 5 ans	528 608	473 533
Encours contrats actifs (1) = (a)- (b)	494 688 141	450 880 231
Créances en instance de mise en force (2)	4 752 729	1 536 807
Créances échues (3)	625 878	496 112
Contrats suspendus (ordinaire) (4)	1 225 151	1 151 702
Contrats suspendus (contentieux) (5)	22 035 880	20 090 351
Encours global: (1)+(2)+(3)+(4)+(5)	523 327 779	474 155 203

Analyse par secteur d'activité :

	31 décembre	31 décembre
	2017	2016
Bâtiment et travaux publics	82 054 107	72 991 568
Industrie	64 100 509	52 663 836
Tourisme	10 492 836	8 939 916
Commerces et services	286 191 944	253 759 323
Agriculture	80 488 383	85 800 561
Total	523 327 779	474 155 203

Analyse par type de matériel :

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Equipements	65 710 282	55 592 929
Matériel roulant	378 434 579	342 849 797
Matériel spécifique	47 748 920	45 541 616
<u>Sous Total</u>	<u>491 893 780</u>	<u>443 984 342</u>
Immobilier	31 433 999	30 170 862
<u>Total</u>	<u>523 327 779</u>	<u>474 155 203</u>

Par ailleurs, l'analyse de la classification des créances sur la clientèle de leasing se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE DE LEASING

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers (compte non tenu de la différence avec l'encours comptable) (*)	431 455 045	56 183 104	5 512 583	6 562 269	18 732 646	518 445 647
Impayés	2 419 897	5 484 168	1 401 890	2 370 666	20 369 248	32 045 870
Contrats en instance de mise en force	4 508 374	-	-	-	244 354	4 752 729
CREANCES LEASING	438 383 317	61 667 272	6 914 474	8 932 935	39 346 249	555 244 246
Avances reçues (**)	(6 247 104)	(142 420)	(33 703)	(255 507)	(2 296 089)	(8 974 824)
ENCOURS GLOBAL	432 136 212	61 524 852	6 880 770	8 677 429	37 050 159	546 269 422
ENGAGEMENTS HORS BILAN	11 545 743	-	-	-	-	11 545 743
TOTAL ENGAGEMENTS	443 681 955	61 524 852	6 880 770	8 677 429	37 050 159	557 815 164
Produits réservés	-	-	(192 429)	(412 340)	(2 750 037)	(3 354 806)
Provisions sur encours financiers	-	-	(40 408)	(170 514)	(12 259 754)	(12 470 676)
Provisions sur impayés	-	-	(206 263)	(904 896)	(17 107 177)	(18 218 336)
Provisions additionnelles	-	-	-	-	(311 909)	(311 909)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(439 100)	(1 487 750)	(32 428 877)	(34 355 727)
ENGAGEMENTS NETS	443 681 955	61 524 852	6 441 670	7 189 678	4 621 282	523 459 437

Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)	1,23%	1,56%	6,64%
	9,43%		
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) de 31 décembre 2016	9,72%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés	6,38%	17,15%	87,53%
	65,30%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 31 décembre 2016	67,47%		

(*) La différence de l'encours comptable avec l'encours financiers s'élève à 129.403 DT est totalement provisionnée.

(**) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 6: ACHETEURS FACTORES

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	31 décembre	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
- Comptes des acheteurs factorés	14 177 162	11 908 374
- Effets à l'encaissement	647 376	383 452
<u>Sous Total (A)</u>	<u>14 824 538</u>	<u>12 291 826</u>
- Provisions	(580 397)	(601 282)
- Agios réservés	(46 730)	(57 403)
<u>Total des provisions</u>	<u>(627 127)</u>	<u>(658 685)</u>
<u>Total net</u>	<u>14 197 411</u>	<u>11 633 141</u>
Comptes des adhérents		
- Fonds de garantie	2 147 012	1 781 127
<u>Sous total (B)</u>	<u>2 147 012</u>	<u>1 781 127</u>
<u>Encours de Financement des adhérents (A) - (B)</u>	<u>12 677 526</u>	<u>10 510 699</u>

ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES DE FACTORING

Rubrique	A	B 1	B 2	B 3	B 4	TOTAL
Comptes des acheteurs factorés (*)	13 265 091	216 251	-	-	706 981	14 188 323
Valeurs à l'encaissement	646 376	-	-	-	1 000	647 376
Fonds de garantie (**)	(1 952 722)	(114 793)	-	-	(80 854)	(2 148 369)
ENGAGEMENTS BILAN	11 958 745	101 458	-	-	627 127	12 687 330
ENGAGEMENTS HORS BILAN	1 703 455	283 749	-	-	-	1 987 204
TOTAL ENGAGEMENTS	13 662 200	385 207	-	-	627 127	14 674 534
Produits réservés	-	-	-	-	46 730	46 730
Provisions	-	-	-	-	580 397	580 397
TOTAL PROVISIONS ET AGIOS RESERVES	-	-	-	-	627 127	627 127
ENGAGEMENTS NETS	13 662 200	385 207	-	-	-	14 047 407
Ratio des actifs non performants					4,27%	
Ratio des actifs non performants au 31 décembre 2017				4,27%		
Ratio des actifs non performants au 31 décembre 2016				5,01%		
Ratio de couverture par les provisions et agios réservés					100,00%	
Ratio de couverture par les provisions et agios réservés au 31 décembre 2017				100,00%		
Ratio de couverture par les provisions et agios réservés au 31 décembre 2016				100,00%		

(*) Le total général des acheteurs factorés excède celui comptable pour 11161 DT.

(**) Le total général des fonds de garantie excède celui comptable de 1 357 DT.

NOTE 7 : PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

L'analyse du portefeuille de placement se présente comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- Titres cotés	497 000	497 000
<u>Total brut</u>	<u>497 000</u>	<u>497 000</u>
- Provisions pour dépréciation des titres cotés	(310 660)	(196 840)
<u>Total net</u>	<u>186 340</u>	<u>300 160</u>

Le portefeuille des actions cotées se présente comme suit :

Libellé	Nombre d'action Participation Attijari Leasing	Valeur nominale	Coût d'acquisition	Total	Cours moyen du mois de décembre	Provisions	Pourcentage de détention
UADH	70 000	1,000	7,100	497 000	2,662	310 660	1,34%

Total

NOTE 8 : PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille d'investissement, se présente comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Titres immobilisés	176 400	176 400
Fonds à capital risque	9 861 530	7 814 882
<u>Total</u>	<u>10 037 930</u>	<u>7 991 282</u>

Les titres immobilisés s'analysent au 31 décembre 2017 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'action</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>% détention</u>
Attijari Sicar	1 764	100,000	176 400	0,67%

Les emplois et les ressources des fonds à capital risque confiés en gestion pour compte à ATTIJARI SICAR totalisent, au 31 décembre 2017, la somme de 9.861.530 DT et se présentent comme suit :

<i>Année de libération</i>	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
Emplois sur fonds à capital risque	FG 1	FG 2	FG 3	FG 4	FG 5	FG 6	TOTAL
Participation	800 000	800 000	1 600 000	2 000 000	800 000	250 000	6 250 000
Placements SICAV	264 152	229 514	481 949	156 744	12 951	1 465 274	2 610 585
Placements Emprunts obligataires	-	-	-	500 000	200 000	300 000	1 000 000
Disponibles	101	92	105	181	274	191	945
Total des emplois	1 064 253	1 029 607	2 082 054	2 656 925	1 013 225	2 015 466	9 861 530
Ressources des fonds à capital risque							
Dotations initiales	1 000 000	1 000 000	2 000 000	2 500 000	1 000 000	2 000 000	9 500 000
Excédents antérieurs	62 527	29 228	92 383	112 425	18 320	-	314 882
Excédent de l'exercice	1 726	379	(10 329)	44 501	(5 095)	15 466	46 648
Total des ressources	1 064 253	1 029 607	2 082 054	2 656 925	1 013 225	2 015 466	9 861 530

L'excédent des produits sur les charges, réalisé par fonds, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'analyse comme suit :

Dividendes	10 843	9 468	19 841	79 146	33 910	69 691	222 899
Plus values latentes	373	320	702	2 709	-	-	4 104
Moins values latentes	-	-	-	-	(7 132)	(14 735)	(21 867)
Prime d'assurance	-	-	(12 000)	(3 000)	(18 000)	(7 500)	(40 500)
Frais de gestion	(8 851)	(8 851)	(17 701)	(29 501)	(11 801)	(23 601)	(100 303)
Commissions SICAR	(640)	(559)	(1 171)	(4 854)	(2 072)	(8 390)	(17 685)
Excédent de l'exercice	1 726	379	(10 329)	44 501	(5 095)	15 466	46 648

NOTE 9 : VALEURS IMMOBILISEES

Au 31 décembre 2017, cette rubrique totalisant 3 828 990DT contre 4 097 565DT à l'issue de l'exercice précédent, s'analyse comme il est indiqué dans le tableau suivant :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
ARRETE 31 DECEMBRE 2017
(Montants exprimés en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeurs brutes					Amortissements & provisions				Provisions	Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Mises en rebut	Fin de période		
Logiciels	33,3%	269 854	4 000	-	-	273 854	236 679	14 062	-	250 741	-	23 113
Logiciels en cours		-	56 784	-	-	56 784	-	-	-	-	-	56 784
<u>Total des immobilisations incorporelles</u>		<u>269 854</u>	<u>60 784</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>330 638</u>	<u>236 679</u>	<u>14 062</u>	<u>-</u>	<u>250 741</u>	<u>-</u>	<u>79 898</u>
Terrain	-	949 160	-	-	-	949 160	-	-	-	-	-	949 160
Construction	5,0%	3 403 650	-	-	-	3 403 650	1 726 085	170 182	-	1 896 267	-	1 507 383
Matériel de transport	20,0%	470 369	-	-	-	470 369	167 045	94 034	-	261 079	-	209 290
Installations générales	10,0%	811 589	30 611	-	-	842 200	397 699	69 127	-	466 826	-	375 373
Mobilier de bureau	20,0%	247 218	15 476	-	(70 701)	191 993	214 385	12 336	(68 661)	158 060	-	33 933
Matériel informatique	33,3%	254 321	12 898	-	(48 930)	218 289	230 758	16 231	(48 899)	198 090	-	20 199
Matériel de transport à statut juridique particulier	20,0%	130 482	-	-	-	130 482	66 785	46 038	-	112 823	-	17 659
Immobilisations hors exploitation		600 358	-	(44 849)	-	555 509	-	-	-	-	100 000	455 509
<u>Immobilisations corporelles en cours</u>		<u>-</u>	<u>180 587</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>180 587</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>180 587</u>
<u>Total des immobilisations corporelles</u>		<u>6 867 147</u>	<u>239 571</u>	<u>(44 849)</u>	<u>(119 631)</u>	<u>6 942 237</u>	<u>2 802 757</u>	<u>407 949</u>	<u>(117 560)</u>	<u>3 093 145</u>	<u>100 000</u>	<u>3 749 092</u>
TOTAUX		7 137 001	300 355	(44 849)	(119 631)	7 272 876	3 039 436	422 010	(117 560)	3 343 886	100 000	3 828 990

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	31 décembre	
	2017	2016
- Frais d'émission des emprunts	939 442	804 254
- Frais d'augmentation du capital	50 531	-
- Dépôts et cautionnements versés	47 434	31 234
- Fournisseurs de biens, objets de contrats de leasing, avances et acomptes	63 180	329 415
- Avances et acomptes au personnel	629 698	505 404
- Autres créances sur le personnel	3 010	3 010
- Etat, TCL en cours de restitution	133 515	133 515
- Etat, crédit de TVA	2 686 375	1 355 429
- TVA à facturer sur avances et acomptes reçus des clients	1 369 208	-
- Frais de syndic	1 389	1 389
- Prestataires Assurances	1 376 076	330 635
- Autres comptes débiteurs	380 451	380 451
- Produits à recevoir	224 940	200 049
- Compte d'attente	44 652	15 500
- Charges constatées d'avance	20 893	26 398
Total brut	7 970 794	4 116 683
A déduire		
- Provisions pour dépréciation	(451 659)	(447 071)
Total net	7 519 135	3 669 612

Les charges reportées se présentent comme suit :

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute			Résorptions			Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période	
Frais d'augmentation du capital (A)	33,33%	-	55 125	55 125	-	4 594	4 594	50 531
Frais d'émission des emprunts (B)	Durée de l'emprunt	2 066 837	474 284	2 541 121	1 262 583	339 096	1 601 679	939 442
TOTAUX		2 066 837	529 409	2 596 246	1 262 583	343 690	1 606 273	989 973

(A) Les frais d'augmentation de capital ainsi que les charges à répartir sont résorbés selon le mode linéaire.

(B) Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

NOTE 11 : CONCOURS BANCAIRES

Les concours bancaires se détaillent comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- Banques, découverts	860 831	569
Total	860 831	569

NOTE 12 : DETTES ENVERS LA CLIENTELLE

Le détail des dettes envers la clientèle est le suivant :

	31 décembre	
	2017	2016
- Avances et acomptes reçus des clients	8 974 824	7 321 555
<u>Total</u>	<u>8 974 824</u>	<u>7 321 555</u>

NOTE 13 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES

Les emprunts et les dettes rattachées, se détaillent comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
Emprunts		
- Banques locales	172 795 920	144 939 059
- Banques étrangères	15 797 676	22 164 390
- Emprunts obligataires	158 376 640	150 403 480
- Certificats de Leasing	77 000 000	72 500 000
- Certificats de dépôt	7 000 000	10 000 000
- Crédits de leasing	17 788	64 077
<u>Total emprunts</u>	<u>430 988 024</u>	<u>400 071 005</u>
Dettes rattachées		
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	1 215 165	797 654
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	297 906	398 937
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	5 090 589	4 068 592
- Intérêts courus sur certificats de leasing	1 686 637	1 641 852
- Intérêts courus sur certificats de dépôts	62 944	24 000
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt	(60 781)	(142 719)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>8 292 460</u>	<u>6 788 316</u>
<u>Total général</u>	<u>439 280 484</u>	<u>406 859 321</u>

Les mouvements enregistrés sur les emprunts sont récapitulés dans les tableaux suivants :

(1) : Mouvements enregistrés sur les emprunts auprès des banques locales

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>BANQUES LOCALES</u>	<u>144 939 059</u>	<u>164 500 000</u>	<u>136 643 139</u>	<u>172 795 920</u>	<u>100 563 039</u>	<u>72 232 881</u>
* ATTIJARI BANK 19	250 000	-	250 000	-	-	-
* ATTIJARI BANK 20	500 000	-	500 000	-	-	-
* ATTIJARI BANK 21	1 500 000	-	1 500 000	-	-	-
* ATTIJARI BANK 25	5 000 000	-	2 000 000	3 000 000	1 000 000	2 000 000
* ATTIJARI BANK 26	2 500 000	-	1 000 000	1 500 000	500 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 27	2 750 000	-	1 000 000	1 750 000	750 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 28	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 29	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 15/1	3 500 000	-	1 000 000	2 500 000	1 500 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK15/2	4 900 000	-	1 400 000	3 500 000	2 100 000	1 400 000
* ATTIJARI BANK 15/3	3 750 000	-	1 000 000	2 750 000	1 750 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 15/4	3 000 000	-	800 000	2 200 000	1 400 000	800 000
* ATTIJARI BANK 16/1	1 700 000	-	400 000	1 300 000	900 000	400 000
* ATTIJARI BANK 16/2	4 500 000	-	1 000 000	3 500 000	2 500 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 16/3	1 800 000	-	400 000	1 400 000	1 000 000	400 000
* ATTIJARI BANK 16/4	2 850 000	-	600 000	2 250 000	1 650 000	600 000
* ATTIJARI BANK 16/5	1 900 000	-	400 000	1 500 000	1 100 000	400 000
* ATTIJARI BANK 16/6	3 800 000	-	800 000	3 000 000	2 200 000	800 000
* ATTIJARI BANK 16/7	2 000 000	-	400 000	1 600 000	1 200 000	400 000
* ATTIJARI BANK 16/8	3 000 000	-	600 000	2 400 000	1 800 000	600 000
* ATTIJARI BANK 16/9	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 16/10	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 17/01	-	5 000 000	750 000	4 250 000	3 250 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 17/02	-	5 000 000	500 000	4 500 000	3 500 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 17/03	-	5 000 000	500 000	4 500 000	3 500 000	1 000 000
* ATTIJARI BANK 17/04	-	2 500 000	131 579	2 368 421	1 842 105	526 316
* ATTIJARI BANK 17/05	-	2 500 000	131 578	2 368 422	1 842 110	526 312
* Crédits Directs, ATTIJARI BANK	25 000 000	93 500 000	93 500 000	25 000 000	-	25 000 000
TOTAL ATTIJARI BANK	90 200 000	113 500 000	114 563 157	89 136 843	43 284 215	45 852 628

(1) : Mouvements enregistrés sur les emprunts auprès des banques locales (suite)

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
* AMEN BANK 18	375 000	-	375 000	-	-	-
* AMEN BANK 19	300 000	-	300 000	-	-	-
* AMEN BANK 20	100 000	-	100 000	-	-	-
* AMEN BANK 21	711 851	-	440 676	271 175	-	271 175
* AMEN BANK 22	179 657	-	111 201	68 456	-	68 456
* AMEN BANK 23	780 316	-	434 485	345 831	-	345 831
* AMEN BANK 24	780 460	-	434 565	345 895	-	345 895
* AMEN BANK 25	1 379 741	-	854 007	525 734	-	525 734
* AMEN BANK 27	998 906	-	298 172	700 734	378 497	322 237
* AMEN BANK 28	673 093	-	201 028	472 065	254 922	217 143
* AMEN BANK 29	1 085 823	-	324 690	761 133	410 803	350 330
* AMEN BANK 30	757 537	-	226 575	530 962	286 546	244 416
* AMEN BANK 16/1	2 000 000	-	341 213	1 658 787	1 285 735	373 052
* AMEN BANK 16/2	3 000 000	-	521 529	2 478 471	1 921 076	557 395
* AMEN BANK 17/1	-	2 000 000	270 632	1 729 368	1 340 012	389 356
* AMEN BANK 17/2	-	1 500 000	141 708	1 358 292	1 052 626	305 666
* AMEN BANK 17/3	-	1 500 000	143 588	1 356 412	1 051 747	304 665
* AMEN BANK 17/4	-	2 000 000	79 830	1 920 170	1 573 961	346 209
* AMEN BANK 17/5	-	1 000 000	-	1 000 000	831 711	168 289
TOTAL AMEN BANK	13 122 384	8 000 000	5 598 899	15 523 486	10 387 637	5 135 849
* BANQUE DE TUNISIE 2	749 850	-	428 600	321 250	-	321 250
* BANQUE DE TUNISIE 3	570 000	-	286 000	284 000	-	284 000
* BANQUE DE TUNISIE 4	1 800 000	-	800 000	1 000 000	200 000	800 000
* BANQUE DE TUNISIE 15/01	2 800 000	-	800 000	2 000 000	1 200 000	800 000
* BANQUE DE TUNISIE 16/01	3 600 000	-	800 000	2 800 000	2 000 000	800 000
* BANQUE DE TUNISIE 17/01	-	3 000 000	450 000	2 550 000	1 950 000	600 000
* BANQUE DE TUNISIE 17/02	-	2 000 000	71 430	1 928 570	1 642 850	285 720
* BANQUE DE TUNISIE 17/03	-	3 000 000	-	3 000 000	2 400 000	600 000
TOTAL BT	9 519 850	8 000 000	3 636 030	13 883 820	9 392 850	4 490 970
* BIAT 17/1	-	15 000 000	-	15 000 000	12 000 000	3 000 000
TOTAL BIAT	-	15 000 000	-	15 000 000	12 000 000	3 000 000
* BTL 17/1	-	3 000 000	300 000	2 700 000	2 100 000	600 000
TOTAL BTL	-	3 000 000	300 000	2 700 000	2 100 000	600 000

(1) : Mouvements enregistrés sur les emprunts auprès des banques locales (suite)

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
* ABC7	1 500 000	-	500 000	1 000 000	500 000	500 000
* ABC8	1 500 000	-	500 000	1 000 000	500 000	500 000
* ABC 16/1	5 000 000	-	5 000 000	-	-	-
* ABC 17/1	-	5 000 000	-	5 000 000	-	5 000 000
TOTAL ABC	8 000 000	5 000 000	6 000 000	7 000 000	1 000 000	6 000 000
* BH	2 004 079	-	769 597	1 234 482	422 557	811 924
* BH 15/01	4 117 745	-	639 741	3 478 004	2 793 639	684 366
* BH 15/02	1 714 286	-	285 714	1 428 572	1 142 857	285 714
* BH 15/03	2 571 429	-	428 572	2 142 857	1 714 285	428 571
* BH 16/01	2 785 714	-	428 572	2 357 142	1 928 571	428 571
* BH 16/02	1 928 571	-	285 714	1 642 857	1 357 143	285 714
* BH 17/01	-	5 000 000	357 143	4 642 857	3 928 571	714 286
* BH 17/02	-	5 000 000	-	5 000 000	4 285 714	714 286
TOTAL BH	15 121 824	10 000 000	3 195 053	21 926 771	17 573 337	4 353 434
* ATB	750 000	-	750 000	-	-	-
* ATB 2	700 000	-	400 000	300 000	-	300 000
* ATB 15/01	2 625 000	-	700 000	1 925 000	1 225 000	700 000
* ATB 16/01	1 900 000	-	400 000	1 500 000	1 100 000	400 000
* ATB 17/01	-	2 000 000	100 000	1 900 000	1 500 000	400 000
TOTAL ATB	5 975 000	2 000 000	2 350 000	5 625 000	3 825 000	1 800 000
* QNB	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
TOTAL QNB	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000

(2) : Mouvements enregistrés sur les emprunts auprès des banques étrangères

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					plus d'un an	moins d'un an
BANQUES ETRANGERES	22 164 390	-	6 366 713	15 797 676	9 430 963	6 366 713
* BAD 1	4 048 732	-	674 789	3 373 944	2 699 155	674 789
* BAD 2	1 156 964	-	177 994	978 969	800 975	177 994
TOTAL BAD	5 205 696	-	852 783	4 352 913	3 500 130	852 783
* BEI 5	7 201 639	-	2 880 655	4 320 983	1 440 328	2 880 655
* BEI 6	1 293 406	-	517 362	776 044	258 681	517 362
TOTAL BEI	8 495 045	-	3 398 018	5 097 027	1 699 009	3 398 018
* SANAD	8 463 649	-	2 115 912	6 347 737	4 231 825	2 115 912
TOTAL SANAD	8 463 649	-	2 115 912	6 347 737	4 231 825	2 115 912
TOTAL DES CREDITS BANCAIRES	167 103 449	164 500 000	143 009 852	188 593 596	109 994 003	78 599 594

(3) : Mouvements enregistrés sur les emprunts obligataires:

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
EMPRUNTS OBLIGATAIRES						
* Emprunt obligataire 01/2011 F	5 700 000	-	5 700 000	-	-	-
* Emprunt obligataire 01/2011 V	300 000	-	300 000	-	-	-
* Emprunt obligataire 01/2012 CATEG B	2 328 000	-	2 328 000	-	-	-
* Emprunt obligataire 01/2012 CATEG C	5 016 000	-	1 672 000	3 344 000	1 672 000	1 672 000
* Emprunt obligataire 02/2012 CATEG A	594 000	-	594 000	-	-	-
* Emprunt obligataire 02/2012 CATEG B	2 766 000	-	2 766 000	-	-	-
* Emprunt obligataire 02/2012 CATEG C	1 371 520	-	457 120	914 400	457 280	457 120
* Emprunt obligataire 01/2013 CATEG A	1 000 000	-	500 000	500 000	-	500 000
* Emprunt obligataire 01/2013 CATEG B	7 316 800	-	3 658 400	3 658 400	-	3 658 400
* Emprunt obligataire 01/2013 CATEG C	2 632 000	-	658 000	1 974 000	1 316 000	658 000
* Emprunt obligataire 01/2014 CATEG B	9 122 760	-	3 040 920	6 081 840	3 040 920	3 040 920
* Emprunt obligataire 01/2014 CATEG C	9 950 000	-	1 990 000	7 960 000	5 970 000	1 990 000
* Emprunt obligataire 2014 SUB CATEG A	4 420 800	-	1 473 600	2 947 200	1 473 600	1 473 600
* Emprunt obligataire 2014 SUB CATEG B	10 632 000	-	2 126 400	8 505 600	6 379 200	2 126 400
* Emprunt obligataire 2014 SUB CATEG C	1 200 000	-	400 000	800 000	400 000	400 000
* Emprunt obligataire 2015-1 A	8 865 600	-	2 216 400	6 649 200	4 432 800	2 216 400
* Emprunt obligataire 2015-1 B	17 918 000	-	-	17 918 000	14 334 400	3 583 600
* Emprunt obligataire 2015-1 C	800 000	-	200 000	600 000	400 000	200 000
* Emprunt obligataire 2015-2 A	24 000 000	-	6 000 000	18 000 000	12 000 000	6 000 000
* Emprunt obligataire 2016-1 A	7 850 000	-	1 570 000	6 280 000	4 710 000	1 570 000
* Emprunt obligataire 2016-1 B	22 150 000	-	-	22 150 000	22 150 000	-
* Emprunt obligataire 2016-2 A	1 170 000	13 070 000	-	14 240 000	11 392 000	2 848 000
* Emprunt obligataire 2016-2 B	3 300 000	12 460 000	-	15 760 000	15 760 000	-
* Emprunt obligataire 2017-1 A	-	6 094 000	-	6 094 000	4 875 200	1 218 800
* Emprunt obligataire 2017-1 B	-	10 000 000	-	10 000 000	8 000 000	2 000 000
* Emprunt obligataire 2017-1 C	-	4 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-
TOTAL DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES	150 403 480	45 624 000	37 650 840	158 376 640	122 763 400	35 613 240

(4) : Mouvements enregistrés sur les certificats de leasing, les certificats de dépôt et les dettes de leasing :

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Soldes	Fin de période	
					Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
AUTRES EMPRUNTS						
* CERTIFICATS DE LEASING	72 500 000	218 000 000	213 500 000	77 000 000	-	77 000 000
* CERTIFICATS DE DEPOT	10 000 000	45 000 000	48 000 000	7 000 000	-	7 000 000
* EMPRUNT A.T.LEASING CTR N°51263	39 651	-	33 944	5 707	-	5 707
* EMPRUNT A.T.LEASING CTR N°55610	24 426	-	12 345	12 081	-	12 081
TOTAL DES AUTRES EMPRUNTS	82 564 077	263 000 000	261 546 289	84 017 788	-	84 017 788
TOTAL GENERAL	400 071 005	473 124 000	442 206 982	430 988 024	232 757 403	198 230 622

NOTE 14 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs de biens objet de contrats de leasing, se présente comme suit :

	31 décembre	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<i>Fournisseurs de biens objet de contrats de leasing</i>		
- Factures d'achats	13 809 747	6 547 704
- Effets à payer	38 636 577	34 012 684
<u>Total</u>	<u>52 446 324</u>	<u>40 560 388</u>

NOTE 15 : AUTRES PASSIFS

Le détail des autres passifs est le suivant :

	31 décembre	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
- Personnel, rémunérations dues	26 326	26 326
- Personnel, autres charges à payer	222 906	204 718
- Etat, retenues sur salaires	91 320	67 852
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	592 857	614 992
- Etat, impôts sur les bénéfices (voir note 29)	190 001	105 075
- Contribution conjoncturelle (voir note 29)	330 307	655 246
- Etat, autres impôts et taxes à payer	87 389	44 003
- Etat, TCL à payer	17 792	15 074
- C.N.S.S	226 883	186 448
- CAVIS	20 974	21 085
- Autres comptes créditeurs	162 221	14 157
- Remboursement assurance groupe	6 209	7 024
- Provisions sur jetons de présence à payer	42 000	42 000
- Diverses charges à payer	676 964	548 353
- Compte d'attente	169 022	133 456
- Caisse de compensation	6 156	6 156
- Produits constatés d'avance	225 273	165 933
- Prestataires de services	129 469	15 842
- Retenue de garantie	5 799	5 799
- Provisions pour passifs et charges	355 772	1 225 772
- Provisions pour départ à la retraite	271 657	180 447
<u>Total</u>	<u>3 857 297</u>	<u>4 285 758</u>

NOTE 16 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 décembre	
		2017	2016
- Capital social	(A)	27 500 000	21 250 000
- Primes d'émission	(A)	2 000 000	-
- Réserve légale	(B)	2 125 000	2 125 000
- Réserve spéciale de réinvestissement	(C)	9 500 000	7 500 000
- Réserve pour fonds social	(D)	100 093	91 736
- Effets des modifications comptables		(551 800)	(551 800)
- Résultats reportés		2 805 859	6 462 255
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	(E)	<u>43 479 152</u>	<u>36 877 191</u>
Résultat de l'exercice		6 472 857	5 168 604
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>	(G)	<u>49 952 009</u>	<u>42 045 795</u>

Résultat par action:

Résultat de la période (1)		6 472 857	5 168 604
Nombre d'actions (2)		2 556 849	2 500 000
Résultat par action (1) / (2)	(F)	2,532	2,067

(A) L'assemblée générale extraordinaire réunie le 28 avril 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de 6.250.000 Dinars pour le porter de 21.250.000 Dinars à 27.500.000 Dinars et ce, successivement, de la manière suivante :

- Par incorporation de réserves pour un montant de 3.750.000 DT (3 actions gratuites pour 17 actions anciennes) portant jouissance au 1er janvier 2017.

- Par apport en numéraire pour un montant de 2.500.000 DT par la création de 250.000 actions nouvelles émises au prix de 18 DT l'action, soit 10 DT de nominal et 8 DT de prime d'émission, portant jouissance au 1^{er} Janvier 2017.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2017, à 27.500.000 Dinars composé de 2.750.000 actions d'une valeur nominale de 10 Dinars, libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat net, majoré des résultats reportés des exercices antérieurs, à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Cette réserve a été constituée par prélèvement sur les résultats. Elle englobe les bénéfices réinvestis et ayant fait l'objet d'un dégrèvement fiscal.

(D) Cette réserve est destinée à financer des opérations, au profil du personnel, non remboursables.

(E) En application de l'article 19 de la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour la gestion 2014, les fonds propres distribuables en franchise de retenue, s'élèvent au 31 décembre 2017 à 4 000 000 DT, correspondant à une partie de la Réserve spéciale de réinvestissement.

(F) Le résultat par action, est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par action ainsi

déterminé, correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tel que définis par les normes comptables.

(G) Voir tableau de mouvements ci-joint :

NOTE 16(SUITE) : CAPITAUX PROPRES

**TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
ARRETE AU 31 Décembre 2017
(Montants exprimés en dinars)**

	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Réserve spéciale de réinvestissement	Fonds social	Effets des modifications comptables	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2015	21 250 000	-	2 125 000	6 500 000	62 104	(551 800)	5 204 778	5 332 477	39 922 559
Affectations approuvées par l'AGO du 13/05/2016				1 000 000	100 000		4 232 477	(5 332 477)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2015							(2 975 000)		(2 975 000)
Prélèvement sur fonds social					(70 368)				(70 368)
Résultat au 31 décembre 2016								5 168 604	5 168 604
Solde au 31 Décembre 2016	21 250 000	-	2 125 000	7 500 000	91 736	(551 800)	6 462 255	5 168 604	42 045 795
Augmentation du capital décidée par l'AGE du 28/04/2017	6 250 000	2 000 000					(3 750 000)		4 500 000
Affectations approuvées par l'AGO du 28/04/2017				2 000 000	100 000		3 068 604	(5 168 604)	-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016							(2 975 000)		(2 975 000)
Prélèvement sur fonds social					(91 643)				(91 643)
Résultat au 31 décembre 2017								6 472 857	6 472 857
Solde au 31 Décembre 2017	27 500 000	2 000 000	2 125 000	9 500 000	100 093	(551 800)	2 805 859	6 472 857	49 952 009

NOTE 17 : REVENUS DE LEASING

L'analyse des revenus de leasing se présente ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
Intérêts conventionnels	46 518 805	41 996 156
Intérêts intercalaires	32 856	37 649
Intérêts de retard	1 851 618	1 539 507
Total intérêts de crédits bail	48 403 279	43 573 312
- Produits réservés de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers	(831 570)	(707 230)
- Transferts des intérêts réservés antérieurs en produits de la période		
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	540 153	490 455
Variation des produits réservés	(291 417)	(216 775)
Total des revenus de leasing	48 111 862	43 356 537

NOTE 18 : REVENUS DE FACTORING

L'analyse des revenus de factoring, se présente ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
Commissions de factoring	372 593	345 265
Intérêts de financement	1 124 311	823 280
Total revenus de factoring	1 496 904	1 168 545

NOTE 19 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

L'analyse des autres produits d'exploitation, se présente ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
- Produits sur cessions anticipées de contrat de leasing	575 797	431 038
- Commissions d'assurance	11 111	924
- Frais divers sur dossiers	1 657 789	1 653 222
- Autres produits d'exploitation	7 108	6 225
Total des autres produits d'exploitation	2 251 805	2 091 409

NOTE 20 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes, se détaillent comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- Intérêts des emprunts obligataires	11 756 733	10 758 595
- Intérêts des emprunts bancaires locaux	13 627 769	11 103 980
- Intérêts des emprunts bancaires étrangers	1 136 728	1 511 243
- Provisions aux résorptions des frais d'émission d'emprunts	339 096	330 558
Total des charges financières des emprunts	26 860 326	23 704 376
- Intérêts des comptes courants	458 787	483 643
- Intérêts sur opérations de financement	3 513 564	2 689 991
Total des autres charges financières	3 972 351	3 173 634
Total général	30 832 677	26 878 010

NOTE 21 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements, se détaillent comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- Dividendes sur titres immobilisés	2 293	5 292
- Dividendes sur titres cotés	10 500	4 550
- Dividendes sur titres SICAV	222 899	333 736
- Plus values latentes sur titres immobilisés	4 104	7 789
- Plus values sur cession de titres SICAV	62 130	75 918
- Moins values sur cession de titres cotés	-	(20 426)
- Moins values réalisées sur cession de titres SICAV	-	(95 215)
- Moins values latentes sur titres immobilisés	(21 867)	(8 196)
- Revenus des certificats de dépôt	-	46 664
- Intérêts sur emprunts obligataires	53 631	-
- Intérêts des comptes courants	68 359	95 913
Total	402 049	446 025

NOTE 22 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- Salaires et compléments de salaires	4 307 226	3 357 312
- Rémunérations du personnel détaché	466 226	421 701
- Charges connexes aux salaires	17 647	64 884
- Cotisations de sécurité sociale sur salaires	825 934	648 403
- Autres charges sociales	270 077	219 723
- Transfert de charges	(8 979)	(8 531)
Total	5 878 131	4 703 492

NOTE 23 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation, se présente comme suit :

	31 décembre	
	2017	2016
- achat de matières et fournitures	149 205	153 089
<u>Total des achats</u>	<u>149 205</u>	<u>153 089</u>
- locations	87 666	88 302
- Charges locatives et de copropriété	30 437	31 611
- Entretien et réparations	80 401	67 765
- Primes d'assurances	187 788	192 657
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	20 178	21 083
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>406 470</u>	<u>401 418</u>
- Informations	50 502	49 218
- Personnel extérieur à l'entreprise	8 126	8 911
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	583 425	477 553
- Publicités, publications, relations publiques	254 012	227 469
- Transports	54 443	46 518
- Déplacements, missions et réceptions	42 185	34 885
- Frais postaux et de télécommunications	164 358	167 112
- Services bancaires et assimilés	353 835	472 469
- Documentations	3 266	4 204
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>1 514 152</u>	<u>1 488 339</u>
- Jetons de présence	119 000	50 000
- Rémunération comité d'audit	16 000	12 000
- Rémunération comité de risque	16 000	12 000
- Rémunération comité de crédit	4 000	12 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>155 000</u>	<u>86 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	127 095	85 399
- I.C.L	183 387	164 498
- Droits d'enregistrement et de timbres	203 865	188 044
- Autres impôts et taxes	8 412	6 094
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>522 759</u>	<u>444 035</u>
<u>Total général</u>	<u>2 747 586</u>	<u>2 572 880</u>

NOTE 24 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements, se détaillent ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
- Dotations aux amortissements des Immobilisations incorporelles	14 062	12 068
- Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles	407 949	397 692
- Dotations aux résorptions des frais d'augmentation de capital	4 594	-
<u>Total</u>	<u>426 605</u>	<u>409 760</u>

NOTE 25 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR LA CLIENTELE ET RESULTAT DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions, se détaillent ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
- Dotations aux provisions affectées pour dépréciation des créances	5 108 811	5 442 463
- Dotations aux provisions additionnelles	338	206
- Reprise sur provisions additionnelles	(19 949)	(43 642)
- Provisions antérieures non déduites fiscalement	-	249 916
- Reprises de provisions antérieures non déduites fiscalement	-	(249 916)
- Dotations aux provisions collectives (*)	41 704	109 441
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(2 260 536)	(1 800 368)
- Créances radiées	2 356 629	1 223 005
- Reprises de provisions suite à la radiation de créances	(2 082 651)	(1 110 976)
- Annulation de produits réservés sur créances radiées	(224 610)	(94 574)
- Reprises sur les provisions affectées aux comptes adhérents	(20 885)	(51 394)
- Dotations aux provisions affectées aux comptes adhérents	-	116
- Encaissement sur créances radiées	(80 925)	(9 010)
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	2 817 926	3 665 267

(*): Cette provision est constituée en application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que complétée par la circulaire n° 2012-09 du 29 juin 2012, pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier.

NOTE 26 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES DIVERS

Les dotations nettes aux provisions pour risques divers, se détaillent ainsi :

	31 décembre	
	2017	2016
- Dotations aux provisions pour passifs et charges	30 000	900 000
- Dotations aux provisions pour dépréciation des actions cotés	113 820	196 840
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	4 588	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	100 000	-
Total	248 408	1 096 840

NOTE 27 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires, est le suivant :

	31 décembre	
	2017	2016
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	16 151	-
- Revenus des immeubles	50 287	46 993
- Epurement de comptes	163 335	531 663
- Autres produits	10 141	10 268
<u>Total</u>	<u>239 914</u>	<u>588 925</u>

NOTE 28 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires, est le suivant :

	31 décembre	
	2017	2016
- Redressement fiscal, période 2012-2014	906 884	-
- Reprises sur provisions pour risques et charges	(900 000)	-
- Ajustement déclarations fiscales 2015-2016	174 249	-
- Autres	12 649	586
<u>Total</u>	<u>193 782</u>	<u>586</u>

NOTE 29 : IMPOT SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun, de la manière suivante :

	31 décembre	
	2017	2016
Bénéfice comptable	9 115 312	8 181 667
À réintégrer		
- Dotations aux provisions sur la clientèle	5 108 811	5 692 379
- Dotations aux provisions collectives	41 704	109 441
- Dotations aux provisions additionnelles	338	206
- Dotations aux provisions pour départ à la retraite	91 210	79 775
- Dotations aux provisions pour risques divers	248 408	1 096 840
- Provisions fiscales constituées en 2014/2013 pour affaires en cours	2 690 215	2 687 143
- Moins value latentes sur titres	21 867	8 196
- Redressement fiscal, période 2012-2014	575 841	-
- Ajustement déclarations fiscales 2015-2016	174 249	-
- Moins value sur cession des actions SICAV 2016	-	95 215
- Abandon de créances	140 166	238 102
- Pertes non déductibles	12 649	-
À déduire		
- Provisions fiscales constituées en 2014/2013 pour affaires en cours	2 690 215	2 687 143
- Reprises sur provisions additionnelles	19 949	43 642
- Reprise sur provisions ayant déjà subi l'Impôt	-	249 916
- Reprises sur provisions pour risques et charges	900 000	-
- Montant ayant déjà subi l'Impôt	-	90 964
- Moins value latentes sur titres 2016	-	30 447
- Dividendes	235 692	343 578
- Plus value latentes sur titres	4 104	7 789
<u>Bénéfice fiscal avant provisions</u>	<u>14 370 810</u>	<u>14 735 485</u>
Provisions pour créances douteuses	5 150 853	5 802 026
Provisions pour dépréciation de titres cotés	113 820	196 840
<u>Bénéfice fiscal</u>	<u>9 106 137</u>	<u>8 736 619</u>
Reinvestissements exonérés		
* Fonds gérés auprès d'Attijari Sicar	2 500 000	2 000 000
<u>Bénéfice imposable</u>	<u>6 606 137</u>	<u>6 736 619</u>
Impôt sur les sociétés (au taux de 35%)	<u>2 312 148</u>	<u>2 357 817</u>
À imputer		
- Comptes provisionnels payés	2 122 035	2 252 567
- Retenues à la source	112	175
<u>Impôt à payer (Report d'impôt)</u>	<u>190 001</u>	<u>105 075</u>
<u>Contribution conjonctuelle</u>	<u>330 307</u>	<u>655 246</u>

NOTE 30 : ENCAISSEMENT RECUS DES CLIENTS

		Notes	31 décembre	
			2017	2016
- Impayés sur créances de leasing en début de période	+	5	32 319 240	33 521 602
- Impayés sur créances de leasing en fin de période	-	5	(32 045 870)	(32 319 240)
- Effets impayés et à l'encaissement en début de période	+	5	44 249	44 759
- Effets impayés et à l'encaissement en fin de période	-	5	(44 249)	(44 249)
- Avances et acomptes reçus des clients en début de période	-	12	(7 321 555)	(6 671 439)
- Avances et acomptes reçus des clients en fin de période	+	12	8 974 824	7 321 555
- Créances radiées en début de période	+	5	434 846	-
- Créances radiées en fin de période	-	5	(434 846)	(434 846)
- Plus ou moins values sur relocation	+ ou -	5	585 886	(24 497)
- Intérêts constatés d'avance en début de période	-	5	(2 313 360)	(2 095 352)
- Intérêts constatés d'avance en fin de période	+	5	2 520 287	2 313 360
- TVA collectée	+		39 721 254	35 627 111
- TVA à facturer sur avances et acomptes reçus des clients	+ ou -	10	(1 369 208)	-
- Loyers encaissés	+	5 & 17	264 793 637	238 489 188
- Intérêts de retard	+	17	1 851 618	1 539 507
- Créances virées en Pertes	-	25	(2 356 629)	(1 223 005)
- Encours financiers virées en pertes	+	5	870 370	153 261
- Commissions encourues	-		(242 107)	(142 939)
- Remboursement des valeurs résiduelles	+	5	8 562	13 399
- Encaissement sur créances radiées	+	25	80 925	9 010
- Consolidations	-		-	(26 035)
- Remboursements anticipés	+	5	13 657 350	10 825 250
- Produits sur Cessions anticipées	+	19	575 797	431 038
- Autres produits d'exploitation	+	19	1 664 897	1 659 447
<u>Encaissements reçus des clients</u>			<u>321 975 918</u>	<u>288 966 886</u>

NOTE 31 : ENCAISSEMENTS RECUS DES ACHETEURS FACTORES

		Notes	31 décembre	
			2017	2016
- Encours de Financement des adhérents en début de période	+	6	10 510 699	7 861 195
- Encours de Financement des adhérents en fin de période	-	6	(12 677 526)	(10 510 699)
- Produits constatés d'avance en début de période	-	15	(165 933)	(95 325)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+	15	225 273	165 933
- Revenus du factoring	+	18	1 496 904	1 168 545
- Variations des agios réservés	-	6	(10 673)	(10 411)
- Financement des adhérents	+		46 534 923	45 063 097
- TVA collectée	+		65 146	62 148
<u>Encaissements reçus des acheteurs factorés</u>			<u>45 978 812</u>	<u>43 704 482</u>

NOTE 32 : DECAISSEMENTS POUR FINANCEMENT DE CONTRATS DE LEASING

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Fournisseurs de biens objet de contrats de leasing en début de période	+ 14	40 560 388	22 923 578
- Fournisseurs de biens objet de contrats de leasing en fin de période	- 14	(52 446 324)	(40 560 388)
- Fournisseurs, avances en début de période	- 10	(329 415)	(106 706)
- Fournisseurs, avances en fin de période	+ 10	63 180	329 415
- Investissements pour financement de contrats de leasing	+ 5	282 536 720	253 382 799
- TVA sur Investissements	+	39 233 989	33 733 568
Décaissements pour financement de contrats de leasing		309 618 538	269 702 267

NOTE 33 : SOMMES VERSEES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Prestataires Assurances en début de période	- 10	(330 635)	(454 262)
- Prestataires Assurances en fin de période	+ 10	1 376 076	330 635
- Avances et acomptes au personnel en début de période	- 10	(508 414)	(480 180)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ 10	632 708	508 414
- Charges constatées d'avance en début de période	- 10	(26 398)	(24 463)
- Charges constatées d'avance en fin de période	+ 10	20 893	26 398
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ 15	26 326	26 326
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	- 15	(26 326)	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ 15	204 718	148 398
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	- 15	(222 906)	(204 718)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ 15	67 852	50 436
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	- 15	(91 320)	(67 852)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ 15	614 992	542 099
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	- 15	(592 857)	(614 992)
- C.N.S.S en début de période	+ 15	186 448	153 374
- C.N.S.S en fin de période	- 15	(226 883)	(186 448)
- C.AVIS en début de période	+ 15	21 085	9 518
- C.AVIS en fin de période	- 15	(20 974)	(21 085)
- Diverses Charges à payer en début de période	+ 15	548 353	535 649
- Diverses Charges à payer en fin de période	- 15	(676 964)	(548 353)
- TVA, payées sur biens et services	+	466 969	554 386
- Charges de personnel	+ 22	5 786 921	4 623 717
- Autres charges d'exploitation	+ 23	2 747 586	2 572 880
- Impôts et taxes	- 23	(522 759)	(444 035)
Sommes versés aux fournisseurs et au personnel		9 454 491	7 009 516

NOTE 34 : INTERETS PAYES

		Notes	31 décembre	
			2017	2016
- Frais d'émission des emprunts	+	10	474 284	327 073
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+	13	4 068 592	3 872 295
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	-	13	(5 090 589)	(4 068 592)
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	+	13	797 654	1 013 825
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	-	13	(1 215 165)	(797 654)
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en début de période	+	13	398 937	477 404
- Intérêts courus sur emprunts étrangers en fin de période	-	13	(297 906)	(398 937)
- Intérêts courus sur certificats de leasing en début de période	+	13	1 641 852	1 426 499
- Intérêts courus sur certificats de leasing en fin de période	-	13	(1 686 637)	(1 641 852)
- Intérêts courus sur billets de trésorerie en début de période	+	13	-	133 467
- Intérêts courus sur billets de trésorerie en fin de période	-	13	-	-
- Intérêts courus sur certificats de dépôt en début de période	+	13	24 000	-
- Intérêts courus sur certificats de dépôt en fin de période	-	13	(62 944)	(24 000)
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt en début de période	-	13	(142 719)	(121 474)
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôt en fin de période	+	13	60 781	142 719
- Charges financières	+	20	30 832 677	26 878 010
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	-	20	(339 096)	(330 558)
			29 463 721	26 888 225

Intérêts payés

NOTE 35 : IMPOTS ET TAXES PAYES

		Notes	31 décembre	
			2017	2016
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider en début de période	+	15	105 075	527 089
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider en fin de période	-	15	(190 001)	(105 075)
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	15	44 003	45 690
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	15	(87 389)	(44 003)
- Etat, Caisse de compensation en début de période	+	15	6 156	21 896
- Etat, Caisse de compensation en fin de période	-	15	(6 156)	(6 156)
- Etat, TCL à payer en début de période	+	15	15 074	13 663
- Etat, TCL à payer en fin de période	-	15	(17 792)	(15 074)
- Contributions conjoncturelles en début de période	+	15	655 246	-
- Contributions conjoncturelles en fin de période	-	15	(330 307)	(655 246)
- Etat, TCL en cours de restitution en début de période	-	10	(133 515)	(133 515)
- Etat, TCL en cours de restitution en fin de période	+	10	133 515	133 515
- TVA payées	+		1 783 287	1 893 234
- Ajustement du report de TVA suite au contrôle fiscal	-		(366 899)	-
- Impôts et taxes	+	23	522 759	444 035
- Contribution conjoncturelle	+	29	330 307	655 246
- Impôts sur les bénéfices	+	29	2 312 148	2 357 817
			4 775 511	5 133 115

Impôts et taxes payés

NOTE 36 : AUTRES FLUX DE TRESORERIE

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Placements en titres en début de période	+ 7	497 000	11 725 221
- Placements en titres en fin de période	- 7	(497 000)	(497 000)
- Remboursement assurance groupe en début de période	+ ou - 10 & 15	(7 024)	(2 370)
- Remboursement assurance groupe en fin de période	+ ou - 10 & 15	6 209	7 024
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+ 10	200 049	151 058
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	- 10	(224 940)	(200 049)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+ 10	381 840	384 225
- Autres comptes débiteurs en fin de période	- 10	(381 840)	(381 840)
- Comptes d'attente en début de période	+ ou - 10 & 15	(117 956)	(189 841)
- Comptes d'attente en fin de période	+ ou - 10 & 15	124 370	117 956
- Provisions sur jetons de présence à payer en début de période	- 15	(42 000)	(42 000)
- Provisions sur jetons de présence à payer en fin de période	+ 15	42 000	42 000
- Autres comptes créditeurs en début de période	- 15	(14 157)	(84 545)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+ 15	162 221	14 157
- Prestataires en début de période	- 15	(15 842)	(4 779)
- Prestataires en fin de période	+ 15	129 469	15 842
- Dépôts et cautionnements en début de période	+ 10	31 234	31 234
- Dépôts et cautionnements en fin de période	- 10	(47 434)	(31 234)
- Retenue de garantie en début de période	- 15	(5 799)	(7 499)
- Retenue de garantie en fin de période	+ 15	5 799	5 799
- Produits des placements	+ 21	355 401	361 577
- Frais d'augmentation du capital	- 10	(55 125)	-
- Autres produits d'exploitation	+ 19	11 111	924
- Autres gains ordinaires	+ 27	223 763	588 924
- Autres pertes ordinaires	- 28	(1 093 782)	(586)
- Immobilisations mise en rebut	- 9	2 071	-
<u>Autres flux de trésorerie</u>		<u>(330 362)</u>	<u>12 004 200</u>

NOTE 37 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+ 9	60 784	35 760
- Investissements en Immobilisations corporelles	+ 9	239 571	151 141
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>300 355</u>	<u>186 901</u>

NOTE 38 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Cessions d'immobilisations corporelles	+ 9	44 849	-
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	+ 27	16 151	-
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>61 000</u>	<u>-</u>

NOTE 39 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Titres immobilisés libérés au cours de l'exercice	+ 8	2 000 000	1 000 000
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières</u>		<u>2 000 000</u>	<u>1 000 000</u>

NOTE 40 : DIVIDENDES ET AUTRES DISTRIBUTIONS

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Dividendes et tantièmes	+ 16	2 975 000	2 975 000
- Prélèvement sur fonds social	+ 16	91 643	70 368
<u>Dividendes et autres distributions</u>		<u>3 066 643</u>	<u>3 045 368</u>

NOTE 41 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

	Notes	31 décembre	
		2017	2016
- Banques	+ 4	5 464 790	6 715 445
- Caisse	+ 4	1 577	2 455
- Banques, découverts	- 11	(860 831)	(569)
<u>Liquidités et équivalents de liquidités</u>		<u>4 605 536</u>	<u>6 717 331</u>

NOTE 42 : INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Les opérations avec les parties liées se détaillent comme suit :

1- Conventions de gestion de fonds à capital risque avec « ATTIJARI SICAR »

A- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 22 mars 2012, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 7 500 DT et 542 DT.

B- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 19 mars 2013, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 7 500 DT et 473 DT.

C- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 13 mars 2014, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR**», en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 15 000 DT et 992 DT.

D- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 23 mars 2015, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR**», en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 500 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 25 000 DT et 4 114 DT.

E- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 17 mars 2016, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR**», en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 10 000 DT et 1 756 DT.

F- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 21 mars 2017, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR**», en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR**» perçoit une commission de performance, égale à 10% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 20 000 DT et 7 110 DT.

2- Convention de partenariat avec « ATTIJARI IMMOBILIERE »

La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 11 octobre 2011, une convention avec la société « **ATTIJARI IMMOBILIERE** » en vertu de laquelle, la société « **ATTIJARI LEASING** » confie à cette dernière la gestion de biens immobiliers qu'elle désire vendre dans le but du recouvrement de ses créances. En contrepartie de ses prestations, « **ATTIJARI IMMOBILIERE** » perçoit une commission de 4% hors TVA du prix de vente du bien.

Aucune charge n'a été constatée à ce titre, en 2017.

3- Convention conclue avec « ATTIJARI FINANCES » et « ATTIJARI INTERMEDIATION »

La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu en date du 18 Avril 2017, un contrat de conseil avec les sociétés « **ATTIJARI FINANCES** » et « **ATTIJARI INTERMEDIATION** », afin de l'accompagner pour la réalisation des opérations d'augmentation de capital et des émissions d'emprunts obligataires 2017.

En vertu de ce contrat, « **ATTIJARI FINANCES** », en tant que Conseil Financier Exclusif et Coordinateur Global et « **ATTIJARI INTERMEDIATION** » en tant qu'Intermédiaire en Bourse, sont chargées notamment des missions suivantes :

- La gestion des relations avec les autorités de marché (document de référence, notes d'opérations, visas) ;
- L'assistance dans la préparation de toute annonce ou documentation à envoyer aux actionnaires ;
- La coordination des conseils externes retenus dans le cadre des émissions obligataires 2017 ou de l'augmentation du capital ;
- La proposition des modalités de l'augmentation du capital les plus optimales.

En rémunération des prestations rendues, « **ATTIJARI FINANCES** » perçoit pour son compte et pour le compte d'«**ATTIJARI INTERMEDIATION** » :

- Une commission forfaitaire de 70.000 DT en hors taxes ;
- Une commission de succès de 0,6% en hors taxes sur les fonds levés dans le cadre des émissions obligataires 2017 ;
- Une commission de closing de 0,05% en hors taxes sur les fonds levés dans le cadre des émissions obligataires 2017, en cas d'atteinte de la fourchette haute de chacune desdites émissions ;
- Une commission de succès de 0,80% en hors taxes applicable sur les fonds levés dans le cadre de l'augmentation de capital, avec un minimum de 50.000 DT en hors taxes.

La charge totale supportée au titre du contrat de conseil s'est élevée à 250.611 DT et a été constatée aux postes « frais d'émissions des emprunts » et « frais d'augmentation du capital » pour respectivement 200.611 DT et 50.000 DT.

4- Conventions conclues avec « ATTIJARI FINANCES »

A- La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, en date du 31 mars 2009, un contrat de location avec la société « **ATTIJARI FINANCES** » en vertu duquel elle met à la disposition de celle-ci trois appartements à usage de bureaux d'une superficie globale de 284 m², situés dans l'ensemble immobilier El Baraka, rue du Lac d'Annecy, les Berges du Lac - Tunis.

Cette location est consentie pour une période de deux années, commençant le 1^{er} avril 2009 renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer mensuel hors TVA de 3 000 DT payable trimestriellement d'avance, et majoré de 10% l'an pour les deux premières années et de 5% l'an à partir de la fin de la troisième année.

La société « **ATTIJARI LEASING** » a ramené l'augmentation prévue de 5% à 2,5% en 2015 suite à une demande adressée par la société « **ATTIJARI FINANCES** ».

Un avenant audit contrat a été signé le 25 Novembre 2015, en vertu duquel « **ATTIJARI FINANCES** » s'engage à occuper les locaux pendant une période ferme de cinq ans qui prendra fin le 31 mars 2021 moyennant une majoration du loyer de 7% l'an à compter du 1^{er} avril 2016. A partir du mois d'avril 2021, le loyer annuel sera soumis à la majoration contractuelle initiale, soit 5%.

Les produits constatés à ce titre en 2017, s'élèvent à 50 287 DT.

B- En date du 12 septembre 2014, une convention a été conclue entre les sociétés « **ATTIJARI LEASING** » et « **ATTIJARI FINANCES** » en vertu de laquelle « **ATTIJARI LEASING** » met à la disposition d'« **ATTIJARI FINANCES** » un technicien ayant les qualifications et l'expérience nécessaires pour assurer au profit de cette dernière des services informatiques, moyennant la prise en charge de 20% du coût de sa rémunération.

En 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a facturé la somme de 8 978 DT.

C- En date du 11 avril 2016, les sociétés « **ATTIJARI LEASING** » et « **ATTIJARI FINANCES** » ont conclu un contrat de conseil au titre d'une ou plusieurs émissions d'emprunts obligataires 2016.

En rémunération des prestations rendues, « **ATTIJARI LEASING** » paiera pour l'ensemble des emprunts, une commission forfaitaire de 50 000 DT et pour chaque emprunt une commission de succès de 0,50% sur les montants levés et une commission de clôture de 0,05%.

La charge supportée à ce titre en 2017 et constatée parmi les autres actifs sous la rubrique « frais d'émission des emprunts » s'élève à 165 000 DT.

D-La société « **ATTIJARI LEASING** » a signé, le 27 avril 2012, un contrat de conseil avec la société « **ATTIJARI FINANCES** » afin de l'assister dans la mise en place d'un plan d'affaires stratégique et ce, moyennant une rémunération forfaitaire de 60 000 DT.

L'objet de ce contrat porte sur les missions suivantes :

- Etablissement du Business Plan ;
- Détermination de la politique de financement ;
- Développement du factoring ;

Un avenant à ce contrat a été signé le 18 avril 2017 en vertu duquel « **ATTIJARI FINANCES** » s'engage, pour une durée de deux ans, à accompagner et assister « **ATTIJARI LEASING** » dans l'établissement d'un nouveau Business Plan intégrant les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016, ainsi que la mise à jour dudit Business Plan intégrant les états financiers arrêtés aux 31 décembre 2017 et 2018 et tout changement d'ordre stratégique décidé par la direction générale.

En contrepartie de ses prestations, « **ATTIJARI FINANCES** » percevra une rémunération forfaitaire de 75 000 DT.

La charge supportée à ce titre, au 31 décembre 2017, s'élève à 25 000 DT.

5- Convention cadre avec « ATTIJARI BANK »

Au cours de l'exercice 2008, la société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu une convention cadre avec « **ATTIJARI BANK** » portant sur des services d'assistance et de collaboration dans les domaines commercial, gestion de risque, recouvrement et conseil. Ces services portent principalement sur :

- La commercialisation des produits de « **ATTIJARI LEASING** » à travers le réseau commercial de la banque ;
- Le traitement des dossiers de financement des clients de « **ATTIJARI LEASING** » ;
- Le suivi des règlements des loyers revenant à « **ATTIJARI LEASING** » ;
- L'échange d'informations.

En contrepartie des prestations fournies par « **ATTIJARI BANK** » au courant de l'année 2017, la société « **ATTIJARI LEASING** » a supporté une commission de 242 107DT.

6- Convention avec « ATTIJARI INTERMEDIATION »

La société « **ATTIJARI LEASING** » et la société « **ATTIJARI INTERMEDIATION** » ont conclu, en date du 21 avril 2010, une convention de tenue des comptes en valeurs mobilières. Cette convention stipule les droits et les obligations en relation avec la mission.

Les honoraires sont fixés forfaitairement à 4 000 DT hors taxes.

7- Contrats de leasing avec « ATTIJARI FINANCES »

A la clôture de l'exercice 2017, le contrat mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société « **ATTIJARI FINANCES** », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, et qui n'est pas encore cédé, s'élève à 88 381 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 26548DT.

8- Contrats de leasing avec la société « ATTIJARI INTERMEDIATION »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société « **ATTIJARI INTERMEDIATION** », et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à 26300 DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 16254DT.

9- Contrats de leasing avec la société « ATTIJARI GESTION »

A la clôture de l'exercice 2017, le contrat mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société «**ATTIJARI GESTION**», dans laquelle elle a des dirigeants en commun, et qui n'est pas encore cédé, s'élève à 56 048 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 30335DT.

10- Contrats de leasing avec la société « ATTIJARI RECOUVREMENT »

Au cours de l'exercice 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a mis en force un contrat au profit de la société «**ATTIJARI RECOUVREMENT**», dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 32 297 DT.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus, s'élève à 87 243 DT. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 59 216 DT.

11- Contrats de leasing avec la société « COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE »

Au cours de l'exercice 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a mis en force un contrat au profit de la société «**COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE**», dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 98 212 DT.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus, s'élève à 344 683DT. L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 212 653DT.

12- Contrats de leasing avec la société « HORCHANI DISTRIBUTION PRODUITS DE LA MER »

Au cours de l'exercice 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a mis en force un contrat au profit de la société «**HORCHANI DISTRIBUTION PRODUITS DE LA MER**», dans laquelle elle a des actionnaires en commun, pour une valeur 66 826 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 65 159DT.

13- Contrats de leasing avec la société « LES PIERRES DU NORD »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société«**LES PIERRES DU NORD**»,dans laquelle elle a des actionnaires en commun, et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à905432DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 164994DT.

14- Contrats de leasing avec la société« THON MANAR »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société «**THON MANAR**», dans laquelle elle a des actionnaires en commun, et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à 365 067 DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 4DT.

15- Contrats de leasing avec la société « ATTIJARI SICAR »

A la clôture de l'exercice 2017, le contrat mis en force par « **ATTIJARI LEASING** » au profit de la société « **ATTIJARI SICAR**», dans laquelle elle détient une participation, et qui n'est pas encore cédé, s'élève à 64 868 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 44202DT.

16- Contrats de leasing avec la société « ATTIJARI BANK »

Au cours de l'exercice 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a mis en force un contrat au profit de la société « **ATTIJARI BANK** » société mère, pour une valeur de 176234DT.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus, s'élève à 1 480515DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 652401DT.

17- Contrats de leasing avec la société « GENERALE IMMOBILIERE DU SUD »

A la clôture de l'exercice 2017, le contrat mis en force par « ATTIJARI LEASING » au profit de la société « GENERALE IMMOBILIERE DU SUD », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, et qui n'est pas encore cédé, s'élève à 21 278 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 1 DT.

18- Contrats de leasing avec la société « GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE »

A la clôture de l'exercice 2017, le contrat mis en force par « ATTIJARI LEASING » au profit de la société « GENERALE TUNISIENNE D'INFORMATIQUE », dans laquelle elle a des dirigeants en commun, et qui n'est pas encore cédé, s'élève à 103 645 DT.

L'encours financier de ce contrat s'élève, au 31 décembre 2017, à 19 131 DT.

19- Contrats de leasing avec la société « CIVILE IMMOBILIERE EL HAMD »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « ATTIJARI LEASING » au profit de la société « CIVILE IMMOBILIERE EL HAMD », dans laquelle elle a des actionnaires en commun, et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à 95 911DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 42 963DT.

20- Contrats de leasing avec la société « DE SERVICES AUTOMOBILE »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « ATTIJARI LEASING » au profit de la société «DE SERVICES AUTOMOBILE », dans laquelle elle a des actionnaires en commun, et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à 62 434DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 34 133DT.

21- Contrats de leasing avec la société « DES VIANDES ET D'ELEVAGE SOVIE »

Au cours de l'exercice 2017, « ATTIJARI LEASING » a mis en force 4 contrats au profit de la société « DES VIANDES ET D'ELEVAGE SOVIE » dans laquelle elle a des actionnaires en commun, pour une valeur de 177 410 DT.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus, s'élève à 257 210 DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 181 501 DT.

22- Contrats de leasing avec la société « TUNISIA FLEET MANAGEMENT »

A la clôture de l'exercice 2017, le cumul des contrats mis en force par « ATTIJARI LEASING » au profit de la société «TUNISIAFLEET MANAGEMENT », dans laquelle elle a des actionnaires en commun, et qui ne sont pas encore cédés, s'élève à 126 925 DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 51 247 DT.

23- Contrats de leasing avec la société « TUNISIENNE DES ARTS GRAPHIQUES »

Au cours de l'exercice 2017, « ATTIJARI LEASING » a mis en force un contrat au profit de la société « TUNISIENNE DES ARTS GRAPHIQUES » dans laquelle elle a des dirigeants en commun, pour une valeur de 13 036 DT.

A la clôture de l'exercice, le cumul des contrats mis en force et non échus, s'élève à 122 786 DT.

L'encours financier de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2017, à 39 679 DT.

24- Emprunts et certificats de dépôt avec parties liées

Les emprunts et certificats de dépôt avec les parties liées se détaillent ainsi :

Montant en TND

Désignation	Solde Début	Utilisation	Remb	Solde Fin	Intérêt 2017
ATTIJARI BANK	90 200 000	113 500 000	114 563 157	89 136 843	6 141 853
ATTIJARI OBLIG SICAV	2 500 000	17 500 000	19 000 000	1 000 000	329 493
ATTIJARI FCPR DYNAMIQUE	1 000 000	7 000 000	6 500 000	1 500 000	108 044
ATTIJARI SICAR	-	7 000 000	5 000 000	2 000 000	96 573
Total	93 700 000	145 000 000	145 063 157	93 636 843	6 675 963

25- Opérations réalisées avec « ATTIJARI BANK »

« ATTIJARI BANK » a facturé à la société « ATTIJARI LEASING » la somme de 466226DT représentant les frais de personnel mis à la disposition de cette dernière durant l'année 2017.

26- Obligations et engagements vis-à-vis des dirigeants

En vertu des termes de la décision de détachement de « ATTIJARI BANK » du 31 mars 2015 et la décision du conseil d'administration du 31 mars 2015, M. MOEZ TERZI est désigné en tant que Directeur Général de la société « ATTIJARI LEASING ».

Le montant des rémunérations nettes perçues par M. MOEZ TERZI au titre de l'exercice 2017, s'élève à 104738DT. La charge supportée à ce titre en 2017 par la société et constatée au niveau des états financiers s'élève 173 970DT.

En outre, le Directeur Général bénéficie d'une voiture de fonction.

NOTE 43 : ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Ces états financiers sont autorisés pour la publication par le conseil d'administration du 02 février 2018. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Messieurs les actionnaires de la société Attijari Leasing

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Attijari Leasing qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2017, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de 557.518.781 DT, un bénéfice net de 6.472.857DT et une trésorerie positive à la fin de la période de 4.605.536 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue une question clé d'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Dépréciation des créances

En tant qu'établissement financier, la société Attijari Leasing est confrontée au risque de crédit défini comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur. Il en résulte une exposition de la société concernant le risque d'insolvabilité de ses clients qui l'oblige à distinguer ses actifs du bilan et du hors bilan en actifs « courants » et actifs « classés ». Les actifs classés doivent obéir à des règles spécifiques en matière de comptabilisation des provisions et des produits comptabilisés mais non encaissés.

Au 31 décembre 2017, les créances s'élèvent à 553 332 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 33 695 KDT et les agios réservés ont atteint 3 355 KDT.

La société comptabilise les provisions sur créances de leasing dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes sont remplis. Ces critères sont décrits dans la note 3-3-2 des états financiers.

Compte tenu de l'exposition de la société au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir d'entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la société, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la société repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nos travaux ont consisté à :

- Rapprocher la situation des engagements aux données comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la société par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- Apprécier la fiabilité du système de classification des créances, de couverture des risques et de réservation des produits ;
- Vérifier la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- Examiner les garanties retenues pour le calcul des provisions et apprécier leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- Vérifier que les ajustements proposés ont été pris en compte par la société.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de

contrôle interne de la société. A ce sujet nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur

Tunis, le 09 mars 2018

Les commissaires aux comptes

Cabinet Walid BEN AYED

FINOR

Walid BEN AYED

Mustapha MEDHIOUB

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Messieurs les actionnaires de la société Attijari Leasing

En application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers et des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport, toutes les indications relatives à la conclusion de conventions et à la réalisation d'opérations régies par les dispositions précitées au cours de l'exercice 2017.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations. Il ne nous appartient pas en conséquence, de rechercher spécifiquement l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A/ Conventions et opérations nouvellement réalisées

1- Convention de gestion de fonds à capital risque avec « ATTIJARI SICAR »

La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 21 mars 2017, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 10% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 20 000 DT et 7 110 DT.

2- Convention avec « ATTIJARI FINANCES » et « ATTIJARI INTERMEDIATION »

La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu en date du 18 Avril 2017, un contrat de conseil avec les sociétés « **ATTIJARI FINANCES** » et « **ATTIJARI INTERMEDIATION** », afin de l'accompagner pour la réalisation des opérations d'augmentation de capital et des émissions d'emprunts obligataires 2017.

En vertu de ce contrat, « **ATTIJARI FINANCES** », en tant que Conseil Financier Exclusif et Coordinateur Global et « **ATTIJARI INTERMEDIATION** » en tant qu'Intermédiaire en Bourse, sont chargées notamment des missions suivantes :

- La gestion des relations avec les autorités de marché (document de référence, notes d'opérations, visas) ;
- L'assistance dans la préparation de toute annonce ou documentation à envoyer aux actionnaires ;
- La coordination des conseils externes retenus dans le cadre des émissions obligataires 2017 ou de l'augmentation du capital ;
- La proposition des modalités de l'augmentation du capital les plus optimales

En rémunération des prestations rendues, « **ATTIJARI FINANCES** » perçoit pour son compte et pour le compte d'« **ATTIJARI INTERMEDIATION** » :

- Une commission forfaitaire de 70.000 DT en hors taxes ;
- Une commission de succès de 0,6% en hors taxes sur les fonds levés dans le cadre des émissions obligataires 2017 ;
- Une commission de closing de 0,05% en hors taxes sur les fonds levés dans le cadre des émissions obligataires 2017, en cas d'atteinte de la fourchette haute de chacune desdites émissions ;

- Une commission de succès de 0,80% en hors taxes applicable sur les fonds levés dans le cadre de l'augmentation de capital, avec un minimum de 50.000 DT en hors taxes.

La charge totale supportée au titre du contrat de conseil s'est élevée à 250.611 DT et a été constatée aux postes « frais d'émissions des emprunts » et « frais d'augmentation du capital » pour respectivement 200.611 DT et 50.000 DT.

B/ Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

L'exécution des conventions suivantes, antérieurement autorisées et approuvées, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

1- Convention cadre avec « ATTIJARI BANK »

Au cours de l'exercice 2008, la société « ATTIJARI LEASING » a conclu une convention cadre avec « ATTIJARI BANK » portant sur des services d'assistance et de collaboration dans les domaines commercial, gestion de risque, recouvrement et conseil.

Ces services portent principalement sur :

- La commercialisation des produits de « ATTIJARI LEASING » à travers le réseau commercial de la banque ;
- Le traitement des dossiers de financement des clients de « ATTIJARI LEASING » ;
- Le suivi des règlements des loyers revenant à « ATTIJARI LEASING » ;
- L'échange d'informations.

En contrepartie des prestations fournies par « ATTIJARI BANK » au courant de l'année 2017, la société « ATTIJARI LEASING » a supporté une commission de 242 107 DT.

2- Emprunts et certificats de dépôt avec les parties liées

Les emprunts et certificats de dépôt avec les parties liées, se détaillent ainsi :

Montant en TND

Désignation	Solde Début	Utilisation	Remboursement	Solde Fin 2017	Intérêt 2017
ATTIJARI BANK	90 200 000	113 500 000	114 563 157	89 136 843	6 141 853
ATTIJARI OBLIG SICAV	2 500 000	17 500 000	19 000 000	1 000 000	329 493
ATTIJARI FCPR DYNAMIQUE	1 000 000	7 000 000	6 500 000	1 500 000	108 044
ATTIJARI SICAR	-	7 000 000	5 000 000	2 000 000	96 573
Total	93 700 000	145 000 000	145 063 157	93 636 843	6 675 963

3- Convention avec « ATTIJARI INTERMEDIATION »

La société « ATTIJARI LEASING » et la société « ATTIJARI INTERMEDIATION » ont conclu, en date du 21 avril 2010, une convention de tenue des comptes en valeurs mobilières. Cette convention stipule des droits et des obligations en relation avec la mission.

Les honoraires sont fixés forfaitairement à 4 000 DT hors taxes.

4- Conventions conclues avec « ATTIJARI FINANCES »

A- La société « ATTIJARI LEASING » a conclu, en date du 31 mars 2009, un contrat de location avec la société « ATTIJARI FINANCES » en vertu duquel, elle met à la disposition de celle-ci trois appartements à usage de bureaux d'une superficie globale de 284 m², situés dans l'ensemble immobilier El Baraka, rue du Lac d'Annecy, les Berges du Lac - Tunis.

Cette location est consentie pour une période de deux années, commençant le 1er avril 2009 renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer mensuel hors TVA de 3 000 DT payable trimestriellement

d'avance, et majoré de 10% l'an pour les deux premières années et de 5% l'an à partir de la fin de la troisième année.

La société « **ATTIJARI LEASING** » a ramené l'augmentation prévue de 5% à 2,5% en 2015, suite à une demande adressée par la société « **ATTIJARI FINANCES** ».

Un avenant audit contrat a été signé le 25 Novembre 2015, en vertu duquel « **ATTIJARI FINANCES** » s'engage à occuper les locaux pendant une période ferme de cinq ans qui prendra fin le 31 mars 2021 moyennant une majoration du loyer de 7% l'an à compter du 1^{er} avril 2016. A partir du mois d'avril 2021, le loyer annuel sera soumis à la majoration contractuelle initiale, soit 5%.

Les produits constatés à ce titre en 2017, s'élèvent à 50287DT.

B- En date du 12 septembre 2014, une convention a été conclue entre les sociétés « **ATTIJARI LEASING** » et « **ATTIJARI FINANCES** » en vertu de laquelle « **ATTIJARI LEASING** » met à la disposition d'« **ATTIJARI FINANCES** » un technicien ayant les qualifications et l'expérience nécessaires pour assurer au profit de cette dernière des services informatiques, moyennant la prise en charge de 20% du coût de sa rémunération.

En 2017, « **ATTIJARI LEASING** » a facturé la somme de 8978DT.

C- En date du 11 avril 2016, les sociétés « **ATTIJARI LEASING** » et « **ATTIJARI FINANCES** » ont conclu un contrat de conseil au titre d'une ou plusieurs émissions d'emprunts obligataires 2016.

En rémunération des prestations rendues, « **ATTIJARI LEASING** » paiera pour l'ensemble des emprunts, une commission forfaitaire de 50 000 DT et pour chaque emprunt une commission de succès de 0,50% sur les montants levés et une commission de clôture de 0,05%.

La charge supportée à ce titre en 2017 et constatée parmi les autres actifs sous la rubrique « frais d'émission des emprunts » s'élève à 165 000 DT.

D- La société « **ATTIJARI LEASING** » a signé, le 27 avril 2012, un contrat de conseil avec la société « **ATTIJARI FINANCES** » afin de l'assister dans la mise en place d'un plan d'affaire stratégique et ce, moyennant une rémunération forfaitaire de 60 000 DT.

L'objet de ce contrat porte sur les missions suivantes :

- Etablissement du Business Plan ;
- Détermination de la politique de financement ;
- Développement du factoring ;

Un avenant à ce contrat a été signé le 18 avril 2017 en vertu duquel « **ATTIJARI FINANCES** » s'engage, pour une durée de deux ans, à accompagner et assister « **ATTIJARI LEASING** » dans l'établissement d'un nouveau Business Plan intégrant les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016, ainsi que la mise à jour dudit Business Plan intégrant les états financiers arrêtés aux 31 décembre 2017 et 2018 et tout changement d'ordre stratégique décidé par la direction générale.

En contrepartie de ses prestations, « **ATTIJARI FINANCES** » percevra une rémunération forfaitaire de 75 000DT.

La charge supportée à ce titre, au 31 décembre 2017, s'élève à 25 000 DT.

5- Conventions de gestion de fonds à capital risque avec « ATTIJARI SICAR »

A. La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 22 mars 2012, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 7 500 DT et 542DT.

B. La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 19 mars 2013, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** » en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 7 500 DT et 473DT.

C. La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 13 mars 2014, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 0,75% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 15 000 DT et 992DT.

D. La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 23 mars 2015, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 2 500 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 25 000 DT et 4114DT.

E. La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 17 mars 2016, une convention de gestion de fonds à capital risque avec la société « **ATTIJARI SICAR** », en vertu de laquelle elle lui a confié la gestion d'un fonds d'un montant de 1 000 000 DT.

En contre partie, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de gestion annuelle en hors taxes, égale à 1% du montant initial du fonds.

En outre, la société « **ATTIJARI SICAR** » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Les montants des commissions de gestion et de performance se sont élevés en 2017, respectivement à 10 000 DT et 1 756 DT.

6- Convention de partenariat avec « ATTIJARI IMMOBILIERE »

La société « **ATTIJARI LEASING** » a conclu, le 11 octobre 2011, une convention avec la société « **ATTIJARI IMMOBILIERE** » en vertu de laquelle, la société « **ATTIJARI LEASING** » confie à cette dernière la gestion de biens immobiliers qu'elle désire vendre dans le but du recouvrement de ses créances. En contrepartie de ses prestations, « **ATTIJARI IMMOBILIERE** » perçoit une commission de 4% hors TVA du prix de vente du bien.

Aucune charge n'a été constatée à ce titre, en 2017.

C/ Obligations et engagements vis-à-vis des dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du code des sociétés commerciales, se détaillent comme suit :

En vertu des termes de la décision de détachement de « **ATTIJARI BANK** » du 31 mars 2015 et la décision du conseil d'administration du 31 mars 2015, M. MOEZ TERZI est désigné en tant que Directeur Général de la société « **ATTIJARI LEASING** ».

Le montant des rémunérations nettes perçues par M. MOEZ TERZI au titre de l'exercice 2017, s'élève à 104.738DT. La charge supportée à ce titre en 2017 par la société et constatée au niveau des états financiers s'élève 173.970DT.

En outre, le Directeur Général bénéficie d'une voiture de fonction.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 09 mars 2018

Les commissaires aux comptes

Cabinet Walid BEN AYED

FINOR

Walid BEN AYED

Mustapha MEDHIOUB